

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** C'est précisément ce qu'il a fait.

**M. l'Orateur:** Comme je l'ai dit il y a un instant, la présidence donnera la parole au député de Winnipeg-Nord, pour une dernière question sur ce sujet, puis, je propose que nous essayions d'avancer un peu plus vite, car la période des questions sera bientôt écoulée.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor dit qu'à son avis il ne conviendrait pas d'indiquer publiquement l'attitude adoptée par le gouvernement à l'égard des négociations. Le gouvernement a-t-il signalé aux employés en grève, puisqu'il juge leurs demandes exorbitantes, quelle serait à ses yeux une offre équitable de sa part?

• (1130)

**L'hon. M. Drury:** Monsieur l'Orateur, je puis répondre à cette question. Il y a quelque temps, il a été déclaré publiquement quelle serait aux yeux du gouvernement une offre équitable à laquelle souscriraient les fondés de pouvoir des syndicats. Le rapport unanime de la commission de conciliation en est résulté. Depuis lors, il est très clair que les représentants des techniciens en électronique ont demandé davantage et continuent d'insister auprès du gouvernement pour l'obtenir. Comme l'honorable député le sait, le processus de négociation par l'intermédiaire d'un médiateur se réalise étape par étape. Fréquemment, les progrès s'effectuent plus lentement que nous ne le souhaiterions; néanmoins, il y a progrès. La négociation étant amorcée, elle deviendrait impossible si elle devait se poursuivre en public.

\* \* \*

### LES SPORTS

#### LES JEUX OLYMPIQUES DE 1976—DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Peut-il dire si son gouvernement ou le cabinet a pris une décision quant à la demande d'aide financière de la ville de Montréal pour les Jeux olympiques de 1976?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, il n'y a pas eu de demande d'aide financière de la ville de Montréal pour les Jeux olympiques de 1976. Au contraire, la ville de Montréal nous a toujours assurés qu'il n'en coûterait pas un sou au gouvernement fédéral et nous avons toujours pensé que la ville de Montréal tiendrait parole.

\* \* \*

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

#### LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LES CONCESSIONS DU CANADA

[Traduction]

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Profiterait-il de la première occasion, à l'appel

des motions, pour expliquer à la Chambre pourquoi le gouvernement se croit obligé de contribuer encore davantage pour aider les États-Unis à rectifier le déséquilibre provisoire de leur balance commerciale avec le Canada, étant donné que pendant 18 des 20 dernières années, la balance des paiements du Canada à l'égard des États-Unis était déficitaire, et qu'au taux actuel de détérioration de notre balance des paiements à l'égard de ce pays, nous serons de nouveau déficitaires à la fin du prochain trimestre.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. De toute évidence, le député fait là des réflexions. Seule la première partie de sa question est recevable. Il invite le premier ministre à nous dire s'il serait prêt à faire une déclaration à l'appel des motions, mais il devrait s'efforcer de s'en tenir là.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, si je faisais une déclaration à l'appel des motions, je ne ferais que répéter les arguments tout à fait valables que vient de présenter le député, et qui sont tirés des arguments qu'oppose le gouvernement aux Américains.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Comme tout apport qu'il pourrait faire entraînerait un nombre important de licenciements au Canada, provoquant ainsi une hausse grave du chômage, le gouvernement envisagera-t-il de retirer l'assurance qu'il a donnée aux États-Unis qu'il fera d'autres apports qui entraîneront plus de licenciements et de chômage?

**Le très hon. M. Trudeau:** Si les prémisses étaient justes, je pourrais être d'accord avec la conclusion, mais elles ne le sont pas.

**L'hon. M. Hees:** Les prémisses sont justes.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Peut-être la présidence pourrait-elle accorder quelques minutes aux députés d'arrière-ban qui aimeraient poser des questions.

#### L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Je vous remercie de penser à nous, monsieur l'Orateur. Ma question s'adresse à mon bon ami, le ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme on croit généralement et à juste titre que le gouvernement du Canada a changé d'attitude entre les mois de décembre et de janvier dans le cadre des négociations entourant l'accord canado-américain sur l'automobile, changement qui a amené les pourparlers à un point mort, et à la lumière de l'engagement qu'a pris le ministre à la Chambre, en décembre dernier, selon lequel il n'en informerait pas la Chambre «avant qu'on en soit arrivé à un accord définitif avec les États-Unis sur cette question», le ministre donnerait-il maintenant à la Chambre l'assurance que, plus tard cette semaine, il fera une déclaration à l'appel des motions pour exposer la position du gouvernement au sujet de l'accord canado-américain sur l'automobile?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, étant donné qu'aucun accord définitif n'a été conclu, il m'est impossible d'honorer ma promesse mais elle tient toujours. En fait, nous sommes efforcés de maintenir un juste équilibre.